

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
21 mai 2015
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 21 mai 2015, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
de la République populaire démocratique de Corée**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une déclaration faite le 20 mai 2015 par un porte-parole du Département des politiques de la Commission de la défense nationale de la République populaire démocratique de Corée relative au tir expérimental d'un missile balistique depuis un sous-marin stratégique et le texte d'une déclaration publiée le 20 mai 2015 par un porte-parole du Ministère des affaires étrangères de la République populaire démocratique de Corée concernant la politique hostile des États-Unis envers la République populaire démocratique de Corée (voir annexes).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer dès que possible le texte de la présente lettre et de ses annexes comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(*Signé*) **Ja Song Nam**



**Annexe I à la lettre datée du 21 mai 2015
adressée au Président du Conseil de sécurité
par le Représentant permanent de la République
populaire démocratique de Corée**

**Déclaration faite le 20 mai 2015 par un porte-parole
du Département des politiques de la Commission
de la défense nationale de la République populaire
démocratique de Corée**

Pyongyang, le 20 mai – Les réactionnaires des États-Unis d'Amérique et du Japon, les autorités fantoches de la Corée du Sud et d'autres forces ennemies se répandent quotidiennement en invectives contre la République populaire démocratique de Corée à propos du tir expérimental d'un missile balistique qu'elle a effectué depuis un sous-marin stratégique. À cet égard, un porte-parole du Département des politiques de la Commission de la défense nationale de la République populaire démocratique de Corée a fait une déclaration, le 20 mai 2015, clarifiant la position de principe du personnel militaire et du peuple de la République populaire démocratique de Corée.

La déclaration affirmait que le pays ne peut fermer les yeux sur l'objectif sinistre poursuivi par des forces ennemies, en exprimant leur désaccord au sujet d'une mesure légitime consistant pour un État souverain à renforcer sa capacité d'autodéfense, et par leurs agissements provocateurs, et elle poursuivait :

Le tir expérimental sous-marin auquel la République populaire démocratique de Corée a procédé fait partie des mesures visant à accroître la capacité d'autodéfense de son armée et de son peuple, en vertu de la stratégie visant à développer simultanément les deux fronts et à atteindre un niveau supérieur de développement de ses moyens de frappe stratégiques.

Cela fait longtemps que la force de frappe nucléaire de la République populaire démocratique de Corée est entrée dans une phase de production d'armes nucléaires plus petites et plus diversifiées.

Le pays a atteint un stade lui permettant d'assurer le plus haut degré d'exactitude et d'intelligence à ses fusées, non seulement celles à courte et moyenne portées, mais aussi celles à longue portée.

Il ne s'en cache pas.

C'est une mesure juste que la République populaire démocratique de Corée a prise pour renforcer sa capacité d'autodéfense, dans l'exercice légitime de sa souveraineté, exercice auquel il ne saurait être question qu'elle renonce sous prétexte que quelqu'un le taxe de « provocation » ou exige son « arrêt ».

Maintenant que les États-Unis et toutes les autres forces hostiles indésirables qui leur obéissent aveuglément s'entêtent à vouloir « menacer » et « faire chanter » la République populaire démocratique de Corée, et à intensifier ouvertement et secrètement leurs manœuvres scélérates pour l'envahir et « abattre son système social », son personnel militaire et son peuple, tous unis dans la volonté de défendre la sécurité du pays et la dignité de la nation, s'emploieront plus énergiquement à

accélérer la réalisation du plan de renforcement de ses capacités de défense, sans se laisser démonter par les agissements d'autres parties.

Ils ne devraient plus oser s'en prendre à la République populaire démocratique de Corée chaque fois qu'elle prend des mesures pour muscler son autodéfense, en leur appliquant les termes de « provocation » et de « menace ».

Fidèle à sa position, la République populaire démocratique de Corée ne permettra pas aux États-Unis et à leurs alliés de taxer le tir expérimental susmentionné effectué par celle-ci de « provocation » et de « menace » pour la paix régionale, conformément à la « résolution » du Conseil de sécurité.

S'il en est ainsi, c'est parce que ledit conseil n'est plus qu'une entité qui cède aux pratiques autoritaires et arbitraires des États-Unis, ignorant sa mission qui est d'assurer la paix et la sécurité mondiales, et son devoir, tel que le prescrit la Charte des Nations Unies, une entité qui a elle-même abandonné les principes de respect de la souveraineté des autres pays et de non-ingérence dans leurs affaires intérieures, après avoir abandonné le principe d'impartialité.

Les réactionnaires des États-Unis et du Japon, ennemis jurés du peuple de la République populaire démocratique de Corée, les forces sud-coréennes fantoches et toutes les autres forces félonnes ne devraient pas oublier ne serait-ce qu'un instant que la puissante force de frappe de la République populaire démocratique de Corée, appliquée à défendre la dignité et la souveraineté de la nation contre les agissements téméraires d'agresseurs avides de pénétrer sur son territoire, dans ses eaux et dans son ciel inviolables, et d'« abattre son système social », a été mise en état d'alerte, prête à frapper toute cible qui l'attaquerait non seulement par devant et sur ses flancs mais aussi sur tout point de son arrière.

**Annexe II à la lettre datée du 21 mai 2015
adressée au Président du Conseil de sécurité
par le Représentant permanent de la République
populaire démocratique de Corée**

**Déclaration faite le 20 mai 2015 par un porte-parole
du Ministère des affaires étrangères de la République
populaire démocratique de Corée**

Pyongyang, le 20 mai (KCNA) – Les États-Unis font preuve d'imprudence dans leur campagne de calomnies contre la République populaire démocratique de Corée en tentant de s'extraire de la position lamentable dans laquelle ils se sont mis du fait de l'échec total de leur politique d'hostilité envers la République populaire démocratique de Corée.

Le 20 mai 2015, un porte-parole du Ministère des affaires étrangères de la République populaire démocratique de Corée a fait une déclaration à ce propos.

Le 18 mai, au cours d'une visite en Corée du Sud, le Secrétaire d'État américain, M. Kerry, a déployé tout l'éventail de l'invective contre la République populaire démocratique de Corée. Il s'est déchaîné contre elle, l'accusant d'aggraver les menaces militaires par son entêtement à développer des bombes nucléaires et des missiles balistiques, et affirmant qu'il était nécessaire d'accroître la pression internationale pour la contraindre à changer d'attitude et que la communauté mondiale devrait réagir conjointement contre cet État pour avoir mené une cyberattaque.

M. Kerry n'a pas hésité à s'en prendre au grand quartier général de la République populaire démocratique de Corée, en tentant de ternir l'image du pays et de justifier la faillite du battage autour des « droits de l'homme » orchestré contre elle.

Le porte-parole a déclaré que M. Kerry n'a rien proféré d'autre que le jargon d'un perdant, reconnaissant l'échec total de la politique hostile de l'administration Obama envers la République populaire démocratique de Corée, dans un ultime effort pour fuir sa responsabilité dans le fait d'avoir plus que jamais détérioré les relations entre la République populaire démocratique de Corée et les États-Unis, et il a poursuivi :

Les États-Unis se sont déjà disqualifiés pour parler de dialogue sur la question nucléaire, du fait de leurs manœuvres anachroniques visant à étouffer la République populaire démocratique de Corée.

Dans le passé, celle-ci a donné à plusieurs reprises l'occasion aux États-Unis de réaliser la dénucléarisation de la péninsule coréenne. Mais ils ne sont pas revenus sur leur politique d'hostilité invétérée à l'égard de la République populaire démocratique de Corée et ont laissé passer toutes les occasions.

En janvier dernier, la République populaire démocratique de Corée a montré qu'elle était prête à un moratoire sur les essais nucléaires si les États-Unis mettaient temporairement un terme aux exercices militaires conjoints dirigés contre elle. Cependant, ils ont rejeté cette offre, sabordant la dernière chance de régler la question nucléaire.

Aucun progrès ne pourra être enregistré dans les relations entre les deux pays si les États-Unis n'abandonnent pas leur répugnance chronique et invétérée et leur politique hostile à l'égard de la République populaire démocratique de Corée.

Les États-Unis devraient modifier de manière fondamentale leur point de vue sur la République populaire démocratique de Corée afin de sortir du cercle vicieux actuel de confrontation et de tension.

L'administration Obama doit céder la place, laissant derrière elle la triste réputation d'avoir mené une politique on ne peut plus criminelle consistant à torpiller la dénucléarisation de la péninsule coréenne et à aggraver la tension sur ladite péninsule.

Les États-Unis feraient bien de ne pas oublier qu'en agaçant la République populaire démocratique de Corée par leurs agissements, ils ne feront qu'ajouter à leur malheur.
